

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31189]

19 DECEMBRE 2013. — Arrêté 2013/666 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 14 avril 2005 portant application du décret relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé. Deuxième lecture

Le Collège de la Commission communautaire française

Vu le décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé, articles 4, § 1^{er}, 5 et 10;

Vu l'arrêté 2005/4 du Collège de la Commission communautaire française du 14 avril 2005 portant application du décret relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé modifié par l'arrêté 2008/571 du Collège de la Commission communautaire française du 9 octobre 2008;

Vu les avis des sections « Hébergement », « Services ambulatoires » et « Aide et soins à domicile » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donnés les 2 et 16 mai 2013;

Vu l'avis de l'Inspectrice des Finances, donné le 28 août 2013;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

Vu l'avis 54.284/4 du Conseil d'État donné le 6 novembre 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Membre du Collège chargés de l'Action sociale et de de la Famille et du Membre du Collège chargé de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 14 avril 2005 portant application du décret relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé est complété par les termes suivants :

« *l'ASBL : association sans but lucratif visée par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations* »

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté modifié par l'arrêté du 9 octobre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « 800 euros » sont remplacés par les mots « 1.500 euros »;
- 2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « 30.000 euros » sont remplacés par les mots « 50.000 euros »;
- 3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « 25.000 euros » sont remplacés par les mots « 35.000 euros »;
- 4° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « 1^{er} janvier 2004 » sont remplacés par les mots « 1^{er} janvier 2013 »;
- 5° dans le second paragraphe les mots « 1^{er} janvier 2004 » sont remplacés par les mots « 1^{er} janvier 2013 » et les mots « janvier 2004 » sont remplacés par les mots « janvier 2013 ».

Art. 4. Le Chapitre III du même arrêté modifié par l'arrêté du 9 octobre 2008, comportant les articles 5 à 11, est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre III — Octroi de subventions à l'achat de bâtiments.

Section 1^{er}. — Accord de principe

Art. 5. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande d'accord de principe pour l'octroi d'une subvention à l'achat d'un bâtiment.

Cette demande comprend les documents suivants :

1° L'extrait du procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur.

La preuve que le demandeur est une ASBL et la composition de son conseil d'administration.

2° Un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'achat envisagé.

Ce mémoire doit comporter les éléments suivants :

- a) les plans, surfaces et affectations des locaux pour la situation existante;
- b) le territoire à desservir;
- c) la description des lieux et du bâtiment recherchés (notamment gabarit, surface, organisation de l'espace, jardin);
- d) une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport recherchés;
- e) une ébauche de projet de service.

- 3° Une estimation de l'investissement envisagé en ce compris les éventuels travaux nécessaires.
- 4° Un plan de financement de l'opération immobilière envisagée.
- 5° Un plan de financement du fonctionnement futur.

Art. 6. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège prend sa décision et donne son éventuel accord de principe pour l'octroi d'une subvention en vue de l'achat d'un bâtiment. Cet accord de principe est valable pendant une période d'un an, délai avant l'expiration duquel la demande de décision définitive d'octroi de subvention doit être introduite.

Section 2. — Décision définitive d'octroi de la subvention

Art. 7. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande de décision définitive d'octroi de la subvention.

Art. 8. § 1^{er}. Cette demande porte sur un bien précis et comprend les documents suivants :

1° L'extrait de procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur proposant l'achat du bien et approuvant le prix de vente et l'estimation des travaux d'aménagement.

2° Un mémoire indiquant les raisons qui justifient le choix du bâtiment proposé.

Ce mémoire doit comporter les éléments suivants :

- a) un plan de situation;
- b) la description des lieux et du bâtiment dont l'achat est envisagé (notamment ancienneté, vétusté, gabarit, surface, organisation de l'espace, jardin);
- c) une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport;
- d) la liste et l'identification des autres biens visités et les raisons pour lesquelles ils n'ont pas convenu;
- e) une ébauche actualisée et étoffée de projet de service qui doit comprendre notamment l'affectation projetée de chaque local.

3° Le prix de vente.

4° Une estimation des droits d'enregistrement et des frais d'acte.

5° Une estimation des travaux d'aménagement à réaliser éventuellement.

6° Un plan de financement actualisé de l'opération immobilière envisagée.

7° Un plan de financement actualisé du fonctionnement futur.

8° Une attestation établissant la preuve que le demandeur est à même de contribuer au financement de l'achat et des travaux d'aménagement.

9° Un extrait de la matrice cadastrale.

10° Un relevé d'identité bancaire.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, pour les initiatives d'habitations protégées, cette demande de décision définitive d'octroi de subvention ne porte pas sur un bien précis et comprend :

- une estimation des droits d'enregistrement et des frais d'acte;
- une attestation établissant la preuve que le demandeur est à même de contribuer au financement de l'opération immobilière envisagée;
- un relevé d'identité bancaire.

Art. 9. § 1^{er}. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège prend la décision définitive d'octroi de subvention.

Pour les initiatives d'habitations protégées, la décision définitive d'octroi de subvention est valable pendant une période d'un an, délai avant l'expiration duquel la demande de liquidation de la subvention à l'achat doit être introduite.

§ 2. Le montant de la subvention est calculé sur base du prix d'achat et de l'estimation des frais d'acte et des droits d'enregistrement à condition toutefois que le prix d'achat ne dépasse pas le montant maximum subsidiable.

La subvention est calculée sur la base de la plus basse de ces deux valeurs majorée des frais d'acte et des droits d'enregistrement réduits en proportion de la valeur prise en compte pour le calcul.

Par dérogation, pour les initiatives d'habitations protégées, le montant de la subvention est calculé sur base de l'estimation de l'investissement envisagé et de l'estimation des frais d'acte et des droits d'enregistrement à condition toutefois que l'estimation de l'investissement ne dépasse pas le montant maximum subsidiable.

Section 3. — Liquidation de la subvention

Art. 10. L'acte d'achat ne peut être passé qu'après la décision définitive d'octroi de subvention.

Art. 11. § 1^{er}. En vue de la liquidation de la subvention, le demandeur doit présenter les documents suivants :

- 1° Les attestations quant à la nature des droits réels dont dispose le demandeur sur l'immeuble;
- 2° Le relevé des frais d'acte notariaux;
- 3° Si le bâtiment doit faire l'objet d'un changement d'affectation, l'autorisation de changement d'affectation;
- 4° Si le bâtiment doit faire l'objet de travaux complémentaires, un avant-projet des travaux conforme à l'article 16 du présent arrêté.

5° Pour les initiatives d'habitations protégées :

- a) un plan de situation;
- b) la description des lieux et du bâtiment acheté (notamment gabarit, surface, organisation de l'espace, jardin.);
- c) une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport.

§ 2. S'il s'avère que la valeur vénale telle qu'elle a pu être estimée par le Comité d'Acquisition d'Immeubles ou par le Receveur de l'Enregistrement est inférieure au prix d'achat et au montant maximum subsidiable alors le montant de la subvention est réduit en proportion.

§ 3. La subvention est liquidée dès que l'avant-projet de travaux visé au paragraphe 1^{er}, 4° est approuvé par le Collège.

Art. 5. A l'article 13 du même arrêté modifié par l'arrêté du 9 octobre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, les mots « La preuve que le maître de l'ouvrage est un centre de planning familial, un centre d'action sociale globale, un service d'aide aux victimes, inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches, un service d'aide à domicile, un service de santé mentale, un service actif en matière de toxicomanies, une maison médicale, un service de soins palliatifs et continués, un centre de coordination de soins et services à domicile, un centre d'écoute téléphonique, un organisme de coordination ou une initiative d'habitations protégées agréé par la Commission communautaire française » sont remplacés par les mots « Les attestations quant à la nature des droits réels dont dispose le demandeur sur le bâtiment à aménager ou sur le terrain à bâtir ».

2° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« Un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'exécution des travaux proposés ou l'achat des équipements ou mobiliers proposés.

Ce mémoire doit comporter les éléments suivants :

- a) les plans, surfaces et affectations des locaux pour la situation existante;
- b) le territoire à desservir;
- c) pour le bâtiment existant, la description des lieux et du bâtiment (ancienneté, vétusté);
- d) une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport;
- e) une ébauche de projet de service.

Art. 6. L'article 13 du même arrêté modifié par l'arrêté du 9 octobre 2008 est complété par les 5°, 6° et 7° rédigés comme suit :

« 5° Une estimation des travaux.

6° Un plan de financement des travaux.

7° Un plan de financement du fonctionnement futur. »

Art. 7. A l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, b), les mots « L'avis de l'administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire » sont remplacés par les mots « La délibération de l'organe compétent de l'ASBL maître de l'ouvrage approuvant l'avant-projet et le montant de l'estimation »;

2° au 1°, le point c) est abrogé;

3° au 1°, e), les mots « Le titre de propriété ou d'emphytéose du bâtiment ou le bail locatif et » sont abrogés;

4° au 1°, le point d) devient le point c) et le point e) devient le point d)

Art. 8. A l'article 20 du même arrêté, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° Le permis d'urbanisme »

Art. 9. A l'article 24, du même arrêté, le 7° est complété par les mots « et approuve le montant de son offre ».

Art. 10. A l'article 24 du même arrêté, le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° Un relevé d'identité bancaire ».

Art. 11. A l'article 36 du même arrêté, il est insérer un 9° rédigé comme suit :

« 9° L'extrait de procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur approuvant le compte final de l'entreprise »

Art. 12. A l'article 37, 3° du même arrêté, les mots « 7 pour cent » sont remplacés par les mots « 10 pour cent ».

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le Membre du Collège compétent pour l'Action sociale et la Famille et le Membre du Collège compétent pour la Santé sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Collège :

R. MADRANE,

Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille

C. FREMAULT,

Membre du Collège chargé de la Santé et de la Fonction publique

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31189]

19 DECEMBER 2013. — Besluit 2013/666 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 april 2005 wijzigt, houdende toepassing van het decreet betreffende de subsidies voor de aankoop, de bouw, de renovatie, de inrichting, de uitrusting, de uitbreiding en de meubilering van sommige centra, diensten, huizen, instellingen of initiatieven van beschut wonen die ressorteren onder het beleid van sociale actie, gezin en gezondheid. Tweede lezing

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 betreffende subsidies voor de aankoop, de bouw, de renovatie, de inrichting, de uitrusting, de uitbreiding en de meubilering van sommige centra, diensten, huizen, instellingen of initiatieven van beschut wonen die ressorteren onder het beleid van sociale actie, gezin en gezondheid, artikels 4, § 1, 5 en 10;

Gelet op het besluit 2005/4 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 april 2005 houdende toepassing van het decreet betreffende de subsidies voor de aankoop, de bouw, de renovatie, de inrichting, de uitrusting, de uitbreiding en de meubilering van sommige centra, diensten, huizen, instellingen of initiatieven van beschut wonen die ressorteren onder het beleid van sociale actie, gezin en gezondheid gewijzigd door het besluit 2008/571 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 9 oktober 2008;

Gelet op de adviezen van de afdelingen Huisvesting, Ambulante Diensten en Thuishulp en -verpleging van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op 2 en 16 mei 2013;

Gelet op het advies van de Inspectrice van Financiën, gegeven op 28 augustus 2013;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met Begroting,

Gelet op het advies 54.284/4 van de Raad van State gegeven op 6 november 2013, in toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid belast met Sociale Actie en Gezin en van het Collegelid belast met Gezondheid
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 april 2005 houdende toepassing van het decreet betreffende de subsidies voor de aankoop, de bouw, de renovatie, de inrichting, de uitrusting, de uitbreiding en de meubilering van sommige centra, diensten, huizen, instellingen of initiatieven van beschut wonen die ressorteren onder het beleid van sociale actie, gezin en gezondheid wordt aangevuld met de volgende woorden:

"De VZW : vereniging zonder winstoogmerk beoogd door de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen"

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit gewijzigd door het besluit van 9 oktober 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden "800 euro" vervangen door de woorden "1.500 euro";

2° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden "30.000 euro" vervangen door de woorden "50.000 euro";

3° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden "25.000 euro" vervangen door de woorden "35.000 euro";

4° in paragraaf 1, lid 2, worden de woorden "1 januari 2004" vervangen door de woorden "1 januari 2013";

5° in de tweede paragraaf worden de woorden "1 januari 2004" vervangen door de woorden "1 januari 2013" en de woorden "januari 2004" worden vervangen door de woorden "januari 2013".

Art. 4. Hoofdstuk III van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van 9 oktober 2008 dat de artikelen 5 tot 11 omvat, wordt vervangen door hetgeen volgt :

"Hoofdstuk III — Toekenning van subsidies bij de aankoop van gebouwen.

Afdeling 1. — Principeakkoord

Art. 5. De aanvrager dient bij het bestuur een aanvraag voor principeakkoord in voor de toekenning van een subsidie voor de aankoop van een gebouw.

Deze aanvraag omvat de volgende documenten :

1° Het uittreksel uit het proces-verbaal met de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager.

Het bewijs dat de aanvrager een VZW is en de samenstelling van haar raad van bestuur.

2° Een memorie waarin de redenen worden toegelicht die de overwogen aankoop rechtvaardigen.

Deze memorie moet de volgende elementen bevatten :

a) de plannen, oppervlakten en bestemmingen van de lokalen voor de bestaande situatie;

b) het te bestrijken grondgebied;

c) de beschrijving van de gezochte plaatsen en van het gezochte gebouw (meer bepaald afmetingen, oppervlakte, organisatie van de ruimte, tuin);

d) een nota betreffende de gezochte omgeving, toegangswegen en vervoermiddelen;

e) een ontwerp van dienstenproject.

3° Een raming van de in aanmerking genomen investering met inbegrip van de eventuele noodzakelijke werken.

4° Een financieringsplan van de in aanmerking genomen vastgoedoperatie.

5° een financieringsplan van de toekomstige werking.

Art. 6. Op basis van de documenten die het bestuur overmaakt, neemt het College zijn beslissing en geeft het zijn eventueel principeakkoord voor de toekenning van een toelage met het oog op de aankoop van een gebouw. Dit principeakkoord is geldig voor een periode van een jaar, waarbinnen vóór het verstrijken van de termijn de aanvraag voor definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie moet worden ingediend.

Afdeling 2. — Definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie

Art. 7. De aanvrager dient bij het bestuur een aanvraag in voor definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie.

Art. 8. § 1. Deze aanvraag heeft betrekking op een specifiek goed en bevat de volgende documenten :

1° Het uittreksel uit het proces-verbaal met de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager waarin de aankoop van het goed wordt voorgesteld en de verkoopprijs en de raming van de inrichtingswerken worden goedgekeurd.

2° Een memorie waarin de redenen worden toegelicht die de keuze voor het voorgestelde gebouw rechtvaardigen.

Deze memorie moet de volgende elementen bevatten :

a) een liggingsplan;

b) de plaatsbeschrijving en de beschrijving van het gebouw waarvan de aankoop overwogen wordt (met name leeftijd, bouwvalligheid, afmetingen, oppervlakte, organisatie van de ruimte, tuin);

c) een nota betreffende de omgeving, toegangswegen en vervoermiddelen;

d) de lijst en de identificatie van de andere bezochte goederen en de redenen waarom ze niet voldeden;

e) een geactualiseerd en gedetailleerd ontwerp van dienstenproject dat met name de geplande bestemming van elk lokaal moet omvatten.

3° De verkoopprijs.

4° Een raming van de registratierechten en aktekosten.

5° Een raming van de eventueel uit te voeren inrichtingswerken.

6° Een geactualiseerd financieringsplan van de in aanmerking genomen vastgoedoperatie.

7° een geactualiseerd financieringsplan van de toekomstige werking.

8° Een attest dat het bewijs levert dat de aanvrager in staat is om aan de financiering van de aankoop en de inrichtingswerken bij te dragen.

9° Een uittreksel uit de kadastrale legger.

10° Een bankidentiteitskaart.

§ 2. In afwijking van § 1, heeft deze aanvraag tot definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie geen betrekking op een welbepaald goed en omvat:

- een raming van de registratierechten en aktekosten;

- een attest dat het bewijs levert dat de aanvrager in staat is om aan de financiering van de in aanmerking genomen vastgoedoperatie bij te dragen;

- een bankidentiteitskaart.

Art. 9. § 1. Op basis van de door de administratie overgemaakte documenten neemt het College de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie.

Voor de initiatieven van beschut wonen, is de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie voor een periode van een jaar geldig, waarbinnen vóór het verstrijken van de termijn de aanvraag voor uitbetaling van de subsidie voor aankoop ingediend moet worden.

§ 2. Het subsidiebedrag wordt berekend op basis van de verkoopprijs en van de raming van de aktekosten en van de registratierechten, op voorwaarde echter dat de verkoopprijs het maximum subsidieerbaar bedrag niet overschrijdt.

De subsidie wordt berekend op basis van de laagste van deze twee waarden vermeerderd met de aktekosten en de registratierechten die verminderd zijn in verhouding tot de waarde die voor de berekening wordt gebruikt.

In afwijking wordt het subsidiebedrag, voor de initiatieven van beschut wonen, op basis van de raming van de in aanmerking genomen investering en van de raming van de aktekosten en van de registratierechten berekend, op voorwaarde echter dat de raming van de investering het maximum subsidieerbaar bedrag niet overschrijdt.

Afdeling 3. — Uitbetaling van de subsidie

Art. 10. De aankoopakte mag slechts na de definitieve beslissing tot toekenning van de toelage verleden zijn.

Art. 11. § 1. Met het oog op de uitbetaling van de subsidie moet de aanvrager de volgende documenten voorleggen :

1° De attesten over de aard van de zakelijke rechten waarover de aanvrager op het gebouw beschikt;

2° Het overzicht van de kosten voor notarisakten;

3° Wanneer het gebouw het voorwerp van een bestemmingswijziging moet uitmaken, de toelating tot bestemmingswijziging;

4° Wanneer het gebouw het voorwerp moet uitmaken van bijkomende werken, een voorontwerp van de werken in overeenstemming met artikel 16 van dit besluit.

5° Voor de initiatieven van beschut wonen :

- a) een liggingsplan;
- d) de plaatsbeschrijving en beschrijving van het aangekochte gebouw (met name afmetingen, oppervlakte, organisatie van de ruimte, tuin.);
- c) een nota betreffende de omgeving, de toegangswegen en de vervoermiddelen.

§ 2. Wanneer blijkt dat de verkoopwaarde zoals die door het Comité tot aankoop van onroerende goederen of door de Ontvanger der Registratie kon geschat worden, lager ligt dan de aankoopprijs en het maximaal subsidieerbare bedrag, dan wordt het subsidiebedrag in verhouding verminderd.

§ 3. De subsidie wordt uitbetaald zodra het voorontwerp van werken, als bedoeld in paragraaf 1, 4° door het College is goedgekeurd. '.

Art. 5. Aan artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van 9 oktober 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 2° worden de woorden "Het bewijs dat de bouwheer een centrum voor gezinsplanning, een centrum voor globale sociale actie, een dienst voor de bijstand aan slachtoffers, beschuldigen en veroordeelden in vrijheid, aan ex-gevangenen en hun naasten, een dienst voor thuishulp, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg, een dienst actief inzake druggebruik, een medisch huis, een dienst voor palliatieve en voortgezette zorgen, een coördinatiecentrum voor verzorging en diensten van thuishulp, een centrum voor telefonische opvang, een coördinatie-instelling of een initiatief van beschut wonen is dat is erkend door de Franse Gemeenschapscommissie" vervangen door de woorden "De attesten betreffende de aard van de zakelijke rechten waarover de aanvrager beschikt op het aan te passen gebouw of op het te bebouwen terrein".

2°, 4° wordt als volgt vervangen :

"Een memorie dat de redenen aanwijst ter rechtvaardiging van de uitvoering van de voorgestelde werken of de aankoop van de voorgestelde uitrusting of meubilair.

Dit memorie moet de volgende elementen bevatten :

- a) de plannen, oppervlakken en bestemmingen van de lokalen voor de bestaande situatie;
- b) het te bestrijken grondgebied;
- c) voor het bestaande gebouw, de plaatsbeschrijving en beschrijving van het gebouw (leeftijd, bouwvalligheid);
- d) een nota betreffende de omgeving, de toegangswegen en de vervoermiddelen;
- e) een ontwerp van dienstenproject. '.

Art. 6. Artikel 13 van hetzelfde besluit gewijzigd door het besluit van 9 oktober 2008 wordt aangevuld door 5°, 6° en 7° die luiden als volgt :

"5° Een raming van de werken.

6° Een financieringsplan van de werken.

7° Een financieringsplan van de toekomstige werking."

Art. 7. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, b), de woorden "het advies voor het bestuur van stedenbouw en ruimtelijke ordening" worden vervangen door de woorden "De beraadslaging van het bevoegde orgaan van de VZW opdrachtgever die het voorontwerp en het bedrag van de raming goedkeurt";

2° in 1°, wordt het punt c) ingetrokken;

3° in 1°, e), worden de woorden "De titel van eigendom of erfpacht van het gebouw of de huurovereenkomst" ingetrokken;

4° in 1°, wordt het punt d) het punt c) en het punt e) wordt het punt d)

Art. 8. In artikel 20 van hetzelfde besluit wordt 4° vervangen door hetgeen volgt:

"4° De stedenbouwkundige vergunning"

Art. 9. In artikel 24 van hetzelfde besluit wordt 7° aangevuld door de woorden "en keurt het bedrag van zijn offerte goed".

Art. 10. In artikel 24 van hetzelfde besluit wordt 8° vervangen door hetgeen volgt :

"8° Een bankidentiteitskaart".

Art. 11. In artikel 36 van hetzelfde besluit wordt een 9° toegevoegd dat luidt als volgt :

"9° Het uittreksel van proces-verbaal met de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager dat de eindafrekening van de onderneming goedkeurt"

Art. 12. In artikel 37, 3° van hetzelfde besluit worden de woorden "7 procent" vervangen door de woorden "10 procent".

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 14. Het Collegelid bevoegd voor Sociale Actie en Gezin en het Collegelid bevoegd voor Gezondheid worden met de uitvoering van onderhavig besluit belast.

Voor het College :

R. MADRANE,

Collegelid bevoegd voor Sociale Actie en Gezin

C. FREMAULT,

Collegelid, bevoegd voor Gezondheid en Openbaar Ambt